

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Cécile-de-Milton

Code géographique : 47055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Monique Fortin, atteste la véracité du rapport financier

de Sainte-Cécile-de-Milton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-04-04 Signature _____

Dernière modification : 2011-04-01 10:22:50

Réservé au ministère

5 302 123	545 784	1 698 159	,9708
-----------	---------	-----------	-------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	14
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	15
Charges par objets	16
État des résultats	17
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	18
État de la situation financière	19
État des flux de trésorerie	20
Notes complémentaires aux états financiers	21
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	22
Avantages sociaux futurs	23
Endettement total net à long terme	24
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	25
Analyse des charges	26

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saite-Cécile-de-Milton inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 17, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales et la présentation des charges par objets ainsi que sur l'endettement total net à

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

long terme.

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. (1)

(1) Comptable agréé auditeur no 9134

DATE 2011-04-04

Dernière modification : 2011-04-01 10:22:50

Réservé au ministère

5 302 123	545 784	1 698 159	0,9708
-----------	---------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-04-01 10:22:50

Réservé au ministère

5 302 123	545 784	1 698 159	0,9708
-----------	---------	-----------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 638 895	1 705 554			1 705 554	1 442 033
Paiements tenant lieu de taxes	2	27 756	15 960			15 960	15 754
Quotes-parts	3						
Transferts	4	117 435	164 635			164 635	169 714
Services rendus	5	38 635	100 190			100 190	55 699
Imposition de droits	6	45 000	116 377			116 377	58 055
Amendes et pénalités	7	7 000	14 355			14 355	7 715
Intérêts	8	12 000	26 142			26 142	28 025
Autres revenus	9		47 919			47 919	
	10	1 886 721	2 191 132			2 191 132	1 776 995
Investissement							
Taxes	11	10 325					
Quotes-parts	12						
Transferts	13		8 500			8 500	481 917
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	10 325	8 500			8 500	481 917
	18	1 897 046	2 199 632			2 199 632	2 258 912
Charges							
Administration générale	19	378 435	380 874	23 295		404 169	382 921
Sécurité publique	20	278 424	271 810	11 668		283 478	281 748
Transport	21	425 100	259 906	191 695		451 601	525 420
Hygiène du milieu	22	219 296	187 812			187 812	188 846
Santé et bien-être	23	464	464			464	
Aménagement, urbanisme et développement	24	83 442	87 847			87 847	64 422
Loisirs et culture	25	158 900	181 419	36 585		218 004	152 076
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	41 092	20 473			20 473	15 434
Amortissement des immobilisations	28	187 427	263 243	(263 243)			
	29	1 772 580	1 653 848			1 653 848	1 610 867
Excédent (déficit) de l'exercice	30	124 466	545 784			545 784	648 045

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	124 466	545 784	648 045
Moins: revenus d'investissement	2 (	10 325 ) (	8 500 ) (	481 917)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	114 141	537 284	166 128
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	187 427	263 243	263 243
Produit de cession	5		47 919	35 862
(Gain) perte sur cession	6		(47 919)	
Réduction de valeur	7			
	8	187 427	263 243	299 105
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			610
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			610
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	60 800 ) (	79 922 ) (	134 263)
	18	(60 800)	(79 922)	(134 263)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	251 090 ) (	105 524 ) (	279 038)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21		(60 017)	(26 038)
Montant à pourvoir dans le futur	22			
Financement des investissements en cours	23	10 325		
	24	(240 765)	(165 541)	(305 076)
	25	(114 138)	17 780	(139 624)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	3	555 064	26 504

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	10 325	8 500	481 917
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	14 540 ) (	13 258 ) (	7 149)
Sécurité publique	3 (	4 246 ) (	1 273 ) (	24 853)
Transport	4 (	161 027 ) (	103 315 ) (	680 178)
Hygiène du milieu	5 () () () (
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	50 000) () () (
Loisirs et culture	8 (	21 276 ) (	24 048 ) (	381 703)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	251 089 ) (	141 894 ) (	1 093 883)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	) (	15 583)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		336 500	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	251 090	105 524	279 038
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16		36 995	2 886
	17	251 090	142 519	281 924
	18	1	337 125	(827 542)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	10 326	345 625	(345 625)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	311 723	316 823	291 242
Charges sociales	2	52 832	54 965	44 378
Biens et services	3	868 527	658 816	707 020
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	36 592	17 783	14 305
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	4 500	2 690	1 129
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	276 634	262 654	257 357
Autres	10	15 745	21 874	7 800
Autres organismes	11	17 600	55 000	15 409
Amortissement des immobilisations	12	187 427	263 243	263 243
Autres				
-	13	1 000		8 984
-	14			
-	15			
	16	1 772 580	1 653 848	1 610 867

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	1 649 220	1 705 554	1 442 033
Paiements tenant lieu de taxes	2	27 756	15 960	15 754
Quotes-parts	3			
Transferts	4	117 435	173 135	651 631
Services rendus	5	38 635	100 190	55 699
Imposition de droits	6	45 000	116 377	58 055
Amendes et pénalités	7	7 000	14 355	7 715
Intérêts	8	12 000	26 142	28 025
Autres revenus	9		47 919	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 897 046	2 199 632	2 258 912
Charges				
Administration générale	12	385 102	404 169	382 921
Sécurité publique	13	278 424	283 478	281 748
Transport	14	605 860	451 601	525 420
Hygiène du milieu	15	219 296	187 812	188 846
Santé et bien-être	16	464	464	
Aménagement, urbanisme et développement	17	83 442	87 847	64 422
Loisirs et culture	18	158 900	218 004	152 076
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	41 092	20 473	15 434
	21	1 772 580	1 653 848	1 610 867
Excédent (déficit) de l'exercice	22	124 466	545 784	648 045
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		4 756 339	4 108 294
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		4 756 339	4 108 294
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 302 123	4 756 339

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	124 466	545 784	648 045
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	251 089 ) (	141 894 ) (	1 093 883)
Produit de cession	3		47 919	35 862
Amortissement	4	187 427	263 243	263 243
(Gain) perte sur cession	5		(47 919)	
Réduction de valeur	6			
	7	(63 662)	121 349	(794 778)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(15 583)
Variation des stocks de fournitures	9		(2 151)	19 232
Variation des autres actifs non financiers	10		(12 346)	(4 066)
	11		(14 497)	(417)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	60 804	652 636	(147 150)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(454 150)	(307 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(454 150)	(307 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		198 486	(454 150)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	302 259	343 989
Placements temporaires	2	948 152	409 006
Débiteurs (note 5)	3	309 198	399 996
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	22 245	22 245
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 581 854	1 175 236
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		360 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	736 343	879 070
Revenus reportés (note 11)	13	3 847	3 716
Dette à long terme (note 12)	14	643 178	386 600
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	1 383 368	1 629 386
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	198 486	(454 150)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	4 814 830	4 936 179
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	267 443	267 443
Stocks de fournitures	20	4 851	2 700
Autres actifs non financiers (note 15)	21	16 513	4 167
	22	5 103 637	5 210 489
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	5 302 123	4 756 339
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	545 784	648 045
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	263 243	263 243
Autres			
-	3	(47 919)	
-	4		
	5	761 108	911 288
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	90 798	(3 975)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	(142 727)	691 922
Revenus reportés	11	131	(270 799)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13		(15 583)
Stocks de fournitures	14	(2 151)	19 232
Autres actifs non financiers	15	(12 346)	(4 066)
	16	694 813	1 328 019
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(141 894)	(1 093 883)
Produit de cession	18	47 919	35 862
	19	(93 975)	(1 058 021)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		610
	22		610
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	336 500	
Remboursement de la dette à long terme	24	(79 922)	(134 263)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(360 000)	297 500
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(103 422)	163 237
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	497 416	433 845
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	752 995	319 150
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	1 250 411	752 995

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton est régie par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

La Municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Selon cette méthode les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Par ailleurs, les dépenses d'opérations sont établies sans l'amortissement des immobilisations, du remboursement en capital de la dette à long terme ou des immobilisations ou placements à même les revenus.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	5.0 %
Autres - Infrastructures	7.5 %
Bâtiments	5.0 %
Véhicules	10.0 %
Ameublement et équipement de bureau	5.0 %
Machinerie, outillage et équipement divers	10.0 %
Autres	10.0 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

S/O

H) Autres éléments

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût. Les placements temporaires portent intérêt au taux de 0.20% à 1.50% et viennent à échéance d'avril à décembre 2011.

PLACEMENTS À LONG TERME

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

EMPRUNTS TEMPORAIRES

La Municipalité dispose d'une ligne de crédit d'un montant total de 250 000\$. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel plus 0.50% (3.50% au 31 décembre 2010) et sont payables mensuellement. Au 31 décembre 2010, le montant disponible était de 250 000\$.

DETTE À LONG TERME

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

CONSTATATION DES REVENUS

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

ESTIMATIONS COMPTABLES

Pour dresser les états financiers, la direction de la Municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	61 135	68 624
Placements temporaires	2	948 151	
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	206 791	223 698
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	62 477	81 752
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	7 688	38 081
Organismes municipaux	8		562
Autres			
- Mutations	9	17 424	55 903
- Intérêts	10	14 818	
	11	309 198	399 996
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	22 245	22 245
Autres placements	23		
	24	22 245	22 245
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	722 378	866 205
Salaires et avantages sociaux	38	13 965	12 025
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
-	42		840
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	736 343	879 070

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Cartes Loisirs	50	3 847	3 716
-	51		
	52	3 847	3 716

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,65	5,17	2012	2015	53	562 700	252 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres	4,93	4,93	2013	2013	58	80 478	134 500
					59	643 178	386 600
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	()	()
					61	643 178	386 600

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres				
2011	62	70	38 900	78	87	3 053	95	41 953
2012	63	71	210 700	79	88	3 195	96	213 895
2013	64	72	12 400	80	89	74 230	97	86 630
2014	65	73	12 800	81	90		98	12 800
2015	66	74	287 900	82	91		99	287 900
2016 et +	67	75		83	92		100	
	68	76	562 700	84	93	80 478	101	643 178
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	562 700	86	94	80 478	103	643 178

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104		132		159		186	
Eaux usées	105		133		160		187	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	4 083 109	134	98 944	161	188		4 182 053
Autres	107	464 812	135	18 977	162	189		483 789
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	1 324 141	137	9 442	164	191		1 333 583
Améliorations locatives	110		138		165		192	
Véhicules	111	116 677	139		166		193	116 677
Ameublement et équipement de bureau	112	50 631	140	13 258	167	194		63 889
Machinerie, outillage et équipement divers	113	181 390	141		168	195		181 390
Terrains	114	116 108	142		169	196		116 108
Autres	115	25 123	143		170	197		25 123
	116	<u>6 361 991</u>	144	<u>140 621</u>	171		198	<u>6 502 612</u>
Immobilisations en cours	117	<u>5 285</u>	145	<u>1 273</u>	172		199	<u>6 558</u>
	118	<u>6 367 276</u>	146	<u>141 894</u>	173		200	<u>6 509 170</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119		147		174		201	
Eaux usées	120		148		175		202	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	969 777	149	171 044	176	203		1 140 821
Autres	122	64 392	150	36 584	177	204		100 976
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	267 648	152	21 121	179	206		288 769
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	37 464	154	11 668	181	208		49 132
Ameublement et équipement de bureau	127	40 620	155	2 174	182	209		42 794
Machinerie, outillage et équipement divers	128	40 552	156	18 139	183	210		58 691
Autres	129	10 644	157	2 513	184	211		13 157
	130	<u>1 431 097</u>	158	<u>263 243</u>	185		212	<u>1 694 340</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>4 936 179</u>					213	<u>4 814 830</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225		
Autres	226	267 443	267 443
	227	267 443	267 443
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	267 443	267 443

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	16 513	4 167
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	16 513	4 167

Note**16. Engagements contractuels****LOISIRS**

La Municipalité a contracté un engagement relatif aux activités de loisirs culturels et sportifs pour 5 ans débutant le 1er août 2007 et se terminant le 31 juillet 2012 au montant de 7 800 \$ par année et ajusté selon le nombre d'utilisateurs.

NEIGE

La Municipalité s'est engagée à verser 146 983\$ en 2011 et 2012 et 153 133\$ en 2013 pour un montant total de 447 099\$ relativement à un contrat d'enlèvement de la neige.

La Municipalité s'est engagée à verser 4 846\$ de 2011 à 2013 pour un montant total de 14 538\$ relativement à un contrat d'enlèvement de la neige.

La Municipalité s'est engagée à verser 6 090\$ en 2011 avec une clause de renouvellement de 2 ans pour le même montant pour un montant total de 18 270\$ relativement à un contrat d'enlèvement de la neige.

La Municipalité s'est engagée avec la Municipalité de Saint-Valérien sur l'entretien du chemin Bernier où chacune des municipalités aura la responsabilité, à tour de rôle, d'assurer le déneigement. La Municipalité aura la responsabilité pour les périodes hivernales 2010-2011 et 2012-2013.

PAVILLON GÉVRY-LUSSIER

La Municipalité s'est engagée à verser une contribution financière sous forme d'un crédit annuel de taxes foncières jusqu'à un maximum de 0,85 \$ par 100 \$ d'évaluation foncière, pour une durée de 25 ans à compter du moment où l'immeuble deviendra la propriété du Pavillon Gévry-Lussier.

La Municipalité s'est aussi engagée à exécuter les travaux d'entretien du terrain à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

compter de la fin de la construction du Pavillon Gévry-Lussier.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Municipalité.

20. Reclassement

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice écoulé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	737 663	182 599
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	103 120	80 098
Montant à pourvoir dans le futur	3 ()	(
Financement des investissements en cours	4		(345 625)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	4 461 340	4 839 267
	6	5 302 123	4 756 339

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
-	7		
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
Réserves financières			
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	61 350	68 698
Fonds parcs et terrains de jeux	22	12 625	10 590
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	4 145	810
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25		
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
-	28	25 000	
-	29		
-	30		
-	31		
	32	103 120	80 098
	33	103 120	80 098

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () (
Intérêts sur la dette à long terme	35 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () (
Régimes non capitalisés	37 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () (
Autres	39 () (
Régimes non capitalisés	40 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () (
Autres		
-	42 () (
-	43 () (
	44 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	
Investissements à financer	46 (	) ( 345 625)
	47	(345 625)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	4 814 830
Propriétés destinées à la revente	49	267 443
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	22 245
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	5 104 518
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	643 178
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () (
	58	643 178
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60	643 178
	61	4 461 340
		4 839 267

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	643 178
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	643 178
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	32 198
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	675 376
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	675 376
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 394 089	1 434 604	1 214 116
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		17 621	
Activités de fonctionnement	3	45 950	47 594	39 614
Activités d'investissement	4	10 325		
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres				
	8			
	9	1 450 364	1 499 819	1 253 730
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	142 366	144 310	134 598
Autres				
-	14			
-Fosses sceptiques	15	56 490	54 030	53 705
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		7 395	
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	198 856	205 735	188 303
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	198 856	205 735	188 303
	26	1 649 220	1 705 554	1 442 033

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	27	
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31	27	
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	27 729	15 960
	35	27 729	15 960
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39		
	40		
	41	27 756	15 960
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	27 756	15 960

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		128 690
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	68 534	
Enlèvement de la neige	59	5 522	
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	34 779	
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	12 000	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	120 835	128 690

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		481 917
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	8 500	
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	8 500	481 917

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	43 800	43 800	40 214
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			810
	139	43 800	43 800	41 024
TOTAL DES TRANSFERTS	140	117 435	173 135	651 631

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142	29 100	20 969
Autres	143		
	144	29 100	20 969
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	29 100	20 969

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	2 995	65 508	40 155
Sécurité publique	184			125
Transport				
Réseau routier	185			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191		488	3 382
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	6 540	13 225	12 037
Réseau d'électricité	195			
	196	9 535	79 221	55 699
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	38 635	100 190	55 699
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	10 000	10 350	8 261
Droits de mutation immobilière	199	35 000	99 692	46 447
Droits sur les carrières et sablières	200		3 335	
Autres	201		3 000	3 347
	202	45 000	116 377	58 055
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	7 000	14 355	7 715
INTÉRÊTS	204	12 000	26 142	28 025
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		47 919	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211			
	212		47 919	

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	65 808	61 086		61 086	50 887
Application de la loi	2	2 500	1 665		1 665	1 334
Gestion financière et administrative	3	167 456	169 633	23 295	192 928	198 517
Greffe	4	7 437	5 639		5 639	6 176
Évaluation	5	29 706	29 730		29 730	29 805
Gestion du personnel	6					
Autres	7	105 528	113 121		113 121	96 202
	8	378 435	380 874	23 295	404 169	382 921
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	190 089	189 795		189 795	184 574
Sécurité incendie	10	84 580	73 839	11 668	85 507	95 444
Sécurité civile	11	2 000	7 395		7 395	1 730
Autres	12	1 755	781		781	
	13	278 424	271 810	11 668	283 478	281 748
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	220 260	114 047	191 695	305 742	338 569
Enlèvement de la neige	15	161 066	122 681		122 681	153 518
Éclairage des rues	16	12 118	9 645		9 645	9 244
Circulation et stationnement	17	14 000	2 603		2 603	10 862
Transport collectif						
Transport en commun	18		5 075		5 075	
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	17 656	5 855		5 855	13 227
	22	425 100	259 906	191 695	451 601	525 420

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>Budget 2010</u>		<u>Réalisations 2010</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2009</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Total</u>		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					81 004
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	105 159	94 128		94 128	95 530
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	38 515				4 621
Tri et conditionnement	30					2 693
Matières organiques						
Collecte et transport	31		80 452		80 452	
Traitement	32		1 825		1 825	
Matériaux secs	33	500	290		290	
Autres	34					
Plan de gestion	35	5 688	5 688		5 688	
Autres	36					
Cours d'eau	37	12 687	2 687		2 687	2 325
Protection de l'environnement	38	3 241	2 742		2 742	2 673
Autres	39	53 506				
	40	219 296	187 812		187 812	188 846
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	464	464		464	
	44	464	464		464	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	68 609	69 023		69 023	53 850
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	14 833	18 824		18 824	10 572
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	83 442	87 847		87 847	64 422

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010		Réalisations 2010		Réalisations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	48 055	35 965	36 585	72 550	69 331
Patinoires intérieures et extérieures	54	12 239	7 022		7 022	9 534
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	3 200	5 140		5 140	3 750
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58		18 321		18 321	
Autres	59	94 703	114 268		114 268	69 118
	60	158 197	180 716	36 585	217 301	151 733
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	378	378		378	343
Autres	65	325	325		325	
	66	703	703		703	343
	67	158 900	181 419	36 585	218 004	152 076
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	36 592	17 783		17 783	14 305
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	4 500	2 690		2 690	1 129
	73	41 092	20 473		20 473	15 434
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	187 427	263 243	(263 243)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton. Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le rapport sur le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l. (1)

(1) Comptable agréé auditeur permis no 9134

DATE 2011-04-04

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-01 10:22:50

Dernière modification : 2011-04-01 10:22:50

Réservé au ministère

5 302 123	545 784	1 698 159	0,9708
-----------	---------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		1 705 554
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 1 705 554

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	1 705 554
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>1 705 554</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	7 395	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>7 395</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>1 698 159</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>172 760 100</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>177 087 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>174 924 000</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 698 159</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>174 924 000</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	[] [] , [9 | 7 | 0 | 8] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	21 276	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	153 634	100 217
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Système d'éclairage des rues	8		5 404
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	18 977	
Autres infrastructures	11	11 639	12 783
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	6 791	28 512
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 651	365 200
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	14 540	13 258
Machinerie, outillage et équipement divers	19		7 149
Terrains	20		
Autres	21	50 000	16 502
	22	251 089	141 894
			1 093 883

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31		

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	252 100	24	310 600	47		70	562 700
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec								
et ses entreprises	3		26		49		72	
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	134 500	29		52	54 022	75	80 478
	7	386 600	30	310 600	53	54 022	76	643 178
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres								
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10		33		56		79	
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	386 600	34	256 578	57		80	643 178
	12		35		58		81	
	13	386 600	36	256 578	59		82	643 178
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14		37		60		83	
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18		41		64		87	
Prêts	19		42		65		88	
	20		43		66		89	
	21	386 600	44	256 578	67		90	643 178
<i>Déduire</i>								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	386 600	46	256 578	69		92	643 178

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1		67	38
Évaluation	2	29 406	29 406	29 550
Autres	3	16 047	22 798	15 201
Sécurité publique				
Police	4	619	619	496
Sécurité incendie	5	132	132	3
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 331	1 331	1 228
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11		47 491	50 344
Matières résiduelles	12	141 874	132 779	138 236
Cours d'eau	13	2 687	2 687	2 325
Protection de l'environnement	14		2 741	2 673
Autres	15	61 935		
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	464	464	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			3 662
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	14 833	14 833	10 572
Autres	21	3 953	3 953	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 650	2 650	2 686
Activités culturelles	23	703	703	343
Réseau d'électricité				
	24			
	25	276 634	262 654	257 357

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	3,09	11	35	18	123 271	28	27 454	38	150 725
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3		13		20		30		40	
Cols bleus	4	4,23	14	35	21	146 920	31	24 070	41	170 990
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6		16		23		33		43	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
Élus	8	7,32			25	270 191	35	51 524	45	321 715
	9	7,00			26	46 632	36	3 441	46	50 073
	10	14,32			27	316 823	37	54 965	47	371 788

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	1 665	27		53	1 665	79		105	1 665	131	
Évaluation	2	29 730	28		54	29 730	80		106	29 730	132	
Autres	3	349 479	29	23 295	55	372 774	81	86 477	107	286 297	133	2 690
	4	380 874	30	23 295	56	404 169	82	86 477	108	317 692	134	2 690
Sécurité publique												
Police	5	189 795	31		57	189 795	83		109	189 795	135	
Sécurité incendie	6	73 839	32	11 668	58	85 507	84		110	85 507	136	
Sécurité civile	7	7 395	33		59	7 395	85		111	7 395	137	
Autres	8	781	34		60	781	86		112	781	138	
	9	271 810	35	11 668	61	283 478	87		113	283 478	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	114 047	36	191 695	62	305 742	88	488	114	305 254	140	11 642
Enlèvement de la neige	11	122 681	37		63	122 681	89		115	122 681	141	
Autres	12	12 248	38		64	12 248	90		116	12 248	142	
Transport collectif	13	5 075	39		65	5 075	91		117	5 075	143	
Autres	14	5 855	40		66	5 855	92		118	5 855	144	
	15	259 906	41	191 695	67	451 601	93	488	119	451 113	145	11 642
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147	
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148	
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	94 128	46		72	94 128	98		124	94 128	150	
Matières recyclables	21	82 567	47		73	82 567	99		125	82 567	151	
Autres	22	5 688	48		74	5 688	100		126	5 688	152	
Cours d'eau	23	2 687	49		75	2 687	101		127	2 687	153	
Protection de l'environnement	24	2 742	50		76	2 742	102		128	2 742	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	187 812	52		78	187 812	104		130	187 812	156	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Santé et bien-être											
Logement social	157		172		187		202		217	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218	233	
Autres	159	464	174		189	464	204		219	234	
	160	464	175		190	464	205		220	235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	69 023	176		191	69 023	206		221	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222	237	
Promotion et développement économique	163	18 824	178		193	18 824	208		223	238	
Autres	164		179		194		209		224	239	
	165	87 847	180		195	87 847	210		225	240	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	180 716	181	36 585	196	217 301	211	13 225	226	204 076	6 141
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182		197		212		227	242	
Autres	168	703	183		198	703	213		228	243	
	169	181 419	184	36 585	199	218 004	214	13 225	229	204 779	6 141
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230	245	
	171	1 370 132	186	263 243	201	1 633 375	216	100 190	231	1 533 185	20 473

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	141 894	1 093 883
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	141 894	1 093 883

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	182 599	156 095
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	182 599	156 095
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	555 064	26 504
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7		
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	555 064	26 504
Solde à la fin de l'exercice	11	737 663	182 599
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	80 098	56 946
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	80 098	56 946
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	60 017	26 038
Activités d'investissement	16	(36 995)	(2 886)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17		
Financement des investissements en cours	18		
	19	23 022	23 152
Solde à la fin de l'exercice	20	103 120	80 098

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice		
	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 (345 625)	
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 (345 625)	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 345 625	(345 625)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41 345 625	(345 625)
Solde à la fin de l'exercice	42	(345 625)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 4 839 267	3 895 253
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 4 839 267	3 895 253
Variation de l'exercice	46 (377 927)	944 014
Solde à la fin de l'exercice	47 4 461 340	4 839 267

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>300 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>300 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>300 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="0"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="7"/> <input type="text" value="0"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][] \$
Égout	2	[][7][0] , [0][0] \$
Eau et égout	3	[][][][] , [][] \$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][] \$
Matières résiduelles	5	[1][7][8] , [0][0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][][] , [][][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
Déchet domestique	98,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	260 196 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 136, RUE PRINCIPALE
 (no) (rue)
SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON J0E 2C0
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 378-1942
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 378-4621
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel mun.stececile@videotron.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom MONIQUE FORTIN

Téléphone (450) 378-1942
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 378-4621
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel mun.stececile@videotron.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE SENCRL

Titre COMPTABLES AGRÉÉS

Adresse 190, RUE DÉRAGON
 (no) (rue)
GRANBY J2G 5H9
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 372-3347
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 372-8643
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel magariepy@deloitte.ca

Responsable du dossier MARIO GARIÉPY, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Code postal)
 (Municipalité)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2012 sont exacts.

_____ (Signature)

_____ (Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-01 10:22:50

Dernière modification : 2011-04-01 10:22:50

Réservé au ministère

5 302 123	545 784	1 698 159	0,9708
-----------	---------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Sainte-Cécile-de-Milton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 545 784 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 1 698 159 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-01 10:22:50

Dernière modification : 2011-04-01 10:22:50

Réservé au ministère

5 302 123	545 784	1 698 159	0,9708
-----------	---------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)